

Jean-René Cazeneuve: "La modernisation du réseau gersois n'est plus une option : c'est une nécessité absolue"



Jean-René Cazeneuve: "La modernisation du réseau gersois n'est plus une option : c'est une nécessité absolue"

Communiqué du député du Gers Jean-René Cazeneuve

"Je déplore avec gravité la décision de la Région Occitanie de suspendre les travaux ferroviaires initialement prévus en 2025. En demandant à SNCF Réseau de geler les conventions financières en cours, elle compromet la régénération de l'axe Toulouse-Auch, pourtant essentiel au développement de notre territoire. La modernisation du réseau ferroviaire conditionne notre attractivité économique, l'accès à l'emploi et la mobilité quotidienne des Gersois.

Le Gers ne peut plus être le parent pauvre de la Région Occitanie. Trop souvent, les investissements se concentrent sur les métropoles de Toulouse et Montpellier, au détriment des territoires ruraux. Ce déséquilibre n'a rien d'inéluctable : il résulte d'un choix politique que je conteste avec force.

Je suis également surpris par les discours visant à dédouaner la Région de ses responsabilités. Les faits sont clairs : c'est elle qui a demandé la suspension des travaux, alors même que l'État tient ses engagements dans le cadre d'un cofinancement équilibré.

L'avenant au contrat du plan État-Région (CPER), adopté en Commission Permanente le 4 avril 2025, prévoit un investissement de 1,5 milliard d'euros pour la mobilité. Parmi ces crédits, 382 millions d'euros sont spécifiquement alloués à la régénération des lignes de desserte fine du territoire (LDFT), dont 151 millions apportés par l'État et 198 par la Région.

Depuis 2017, je me bats sans relâche pour mettre fin à l'enclavement du Gers. L'obtention du dédoublement de la RN124 fut une avancée décisive. Mais ce combat est loin d'être terminé. Le développement du ferroviaire est aujourd'hui une urgence stratégique.

Le Gers ne restera pas à quai pendant que d'autres avancent à grande vitesse. Je défendrai toujours les intérêts de notre territoire. Le désenclavement et le développement économique du Gers ne peuvent plus attendre".

